

de la Chambre des communes d'Angleterre, en ce qui regarde les affaires étrangères, ne dépassait guère celle d'une petite société politique de village. Je dis donc que si cette évolution s'est manifestée en Grande-Bretagne, nous au Canada, nous aurions bien tort de nous placer dans une position telle que nous devons appuyer, ou considérer de notre devoir d'appuyer les projets exécutés là-bas dans l'intérêt d'un très petit groupe.

Je ne pense pas que nous soyons portés à appuyer au pied levé ce que Londres peut dire quand nous songeons à la dernière guerre. J'ajoute franchement que notre pays a été trompé, comme l'ont été d'autres pays, en ce qui touche aux causes réelles de la dernière guerre. A la conférence du 4 août 1917 M. Lloyd George disait :

"Pourquoi nous battons-nous? Pour défaire la plus dangereuse conspiration qui ait jamais été montée contre la liberté des peuples, conspiration soigneusement, habilement, insidieusement et clandestinement organisée dans tous ses détails avec une détermination cynique et barbare."

C'est là l'idée donnée au monde entier, mais, une fois la guerre finie, M. Lloyd George dit, le 23 décembre 1920 :

"Plus on lit les mémoires et les livres écrits dans les divers pays sur ce qui s'est produit avant le 1er août 1914, plus on comprend qu'aucun de ceux qui étaient alors à la tête des affaires ne voulait véritablement pas la guerre à ce moment-là. Ils y ont glissé, ou plutôt ils y sont tombés, peut-être follement, et je n'ai pas de doute qu'une discussion l'eût évité."

M. Lloyd George nous dit plus tard — après que des milliers et des dizaines de milliers et des millions d'hommes ont sacrifié leur vie, — qu'une discussion eût évité la guerre. Dans son livre intitulé "Peaceless Europe", livre très bon en ce sens qu'il en dit long sur la guerre, Francesco S. Nitti nous dit :

"Je ne puis dire que l'Allemagne et ses alliés ont été seuls responsables de la guerre qui a dévasté l'Europe. . . La Déclaration que nous avons tous faite durant la guerre était un argument de circonstance. Maintenant que la guerre est finie on ne peut l'employer comme argument sérieux. . . Quand il sera possible d'examiner soigneusement les documents diplomatiques de la guerre et que le recul des temps nous permettra de les juger avec calme, on constatera que l'attitude de la Russie a été la cause réelle et cachée de la guerre mondiale.

Ainsi nous voyons très clairement que les contes à dormir debout qu'on nous a dits au sujet de la guerre l'ont été dans le simple but de maintenir le moral du peuple à cette époque. On nous a trompés sur les causes de la guerre et, pendant la guerre, on nous a trompés quant au but réel des alliés. On a passé des traités secrets qui voient aujourd'hui le jour. Ensuite, par le néfaste traité de Versailles, on a pu continuer la guerre après la guerre. Nombre de chefs de plusieurs des

[M. Woodsworth.]

grandes nations européennes reconnaissent aujourd'hui que nous ne saurions avoir une paix permanente en Europe tant qu'on n'aura pas modifié les termes du traité de Versailles. D'aucuns ici se souviennent de la façon dont M. Maynard Keynes a qualifié le traité. Nous nous rappelons qu'il violait les conditions d'après lesquelles nos ennemis avaient déposé les armes. Les meilleurs hommes d'état conviennent qu'il a été la cause du chaos qui existe aujourd'hui en Europe. Je désire faire ressortir ici une politique que je pourrais presque nommer une politique mondiale, donnée comme elle l'a été aux peuples d'Europe par le grand congrès des unions ouvrières qui s'est réuni récemment à la Haye et au sujet de laquelle les journaux canadiens ont eu peu à dire. Lors de son discours d'inauguration, le 9 décembre, M. J. H. Thomas a dit de son fauteuil de président que le congrès ne représentait pas moins de quarante millions d'individus, déduction faite des cumuls. Que croient les ouvriers d'Europe? Les points principaux appuyés par le congrès sont ceux-ci :

- (1) Revision des traités de paix.
- (2) Résistance au militarisme et aux armements; contrôle des fabriques d'armes.
- (3) Permission à l'Allemagne et à toutes les nations de faire partie d'une Société des nations modifiée.
- (4) Suppression des traités secrets et de la diplomatie secrète.
- (5) Emploi de tous les moyens pour combattre la guerre, y compris la grève générale si la guerre menace réellement d'éclater.
- (6) Propagande dans tout les sens pour inculquer des idées de paix et d'internationalisme.
- (7) Opposition à l'occupation de la Ruhr et à toutes les actes de répression pour obtenir des réparations.
- (8) Acceptation de la promesse de l'Allemagne de réparer les régions dévastées de la France et de la Belgique.
- (9) Soumission à la Société des nations d'un projet de prêt international pour remplacer les dettes et les indemnités.

Hier, nous avons entendu le très honorable chef de l'opposition (l'hon. M. Meighen) nous conseiller de donner des garanties de paix. Je prétends, monsieur l'Orateur, que les garanties de la paix de l'Europe et du monde ne sont pas des garanties militaires. C'est seulement à mesure que nous créerons des changements économiques fondamentaux dans notre système industriel et financier; seulement à mesure que nous reconnaitrons que le monde est aujourd'hui un tout complet et que le bien-être de mon voisin ne m'est pas désavantageux, mais bien que sa prospérité est aussi ma prospérité, seulement à mesure que nous transformerons le système et que nous établirons la bonne volonté chez les peuples que nous pourrions compter sur une paix permanente. L'ambition que je nourris pour mon cher Canada, situé à côté de la grande république voi-